



Conseil de sécurité

Soixante-dix-septième année

9144^e séance

Vendredi 30 septembre 2022, à 16 h 10
New York

Provisoire

Président : M. de Rivière (France)

Membres :

Albanie	M ^{me} Dautllari
Brésil	M. de Almeida Filho
Chine	M. Geng Shuang
Émirats arabes unis	M ^{me} Nusseibeh
États-Unis d'Amérique	M. Mills
Fédération de Russie	M. Nebenzia
Gabon	M. Biang
Ghana	M ^{me} Oppong-Ntiri
Inde	M. Raguttahalli
Irlande	M. Gallagher
Kenya	M ^{me} Toroitich
Mexique	M. de la Fuente Ramírez
Norvège	M ^{me} Juul
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Kariuki

Ordre du jour

Menaces contre la paix et la sécurité internationales

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 16 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Menaces contre la paix et la sécurité internationales

Le Président : Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes ci-après, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Navid Hanif, Sous-Secrétaire général chargé du développement économique au Département des affaires économiques et sociales ; M. Sergey Kupriyanov, porte-parole officiel de la société Gazprom ; et M. Marc-Antoine Eyl-Mazzega, Directeur du Centre Énergie & Climat de l'Institut français des relations internationales.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Hanif.

M. Hanif (*parle en anglais*) : Il m'a été demandé de présenter un exposé au Conseil de sécurité sur la question des récentes fuites des gazoducs Nord Stream. Je tiens à souligner que toutes les informations et données mentionnées dans le présent exposé proviennent de sources publiques. L'ONU n'est pas en mesure de vérifier ou de confirmer les détails qui ont été rapportés concernant cet incident.

Entre le 26 et le 29 septembre, quatre fuites ont été détectées sur les gazoducs sous-marins Nord Stream en mer Baltique. La première a été signalée sur le gazoduc Nord Stream 1 en Europe le 26 septembre au matin, lorsque des sismologues ont relevé un pic d'activité. Les deuxième et troisième ont été signalées sur le gazoduc Nord Stream 1 dans la soirée du 26 septembre. Une quatrième fuite a été signalée sur le gazoduc Nord Stream 2 dans la matinée du 29 septembre. Aucun des deux gazoducs ne fonctionnait, étant donné que l'approvisionnement de Nord Stream 1 a été interrompu ce mois-ci et que Nord Stream 2 n'a jamais été mis en service. Cependant, les deux gazoducs contiennent du gaz naturel et selon certaines informations, ils contenaient plusieurs centaines de millions de mètres cubes de gaz naturel au moment de l'incident. Pour l'heure, le site n'a pas encore fait l'objet d'une inspection et on ne connaît pas toujours les détails de ce qui s'est exactement produit. Alors qu'une enquête est en cours pour déterminer les causes de l'incident, il est tout aussi

urgent de se pencher sur les conséquences de ces fuites. Je voudrais souligner trois répercussions potentielles.

Premièrement, les dégâts causés aux gazoducs Nord Stream suscitent des inquiétudes quant à l'incertitude qui règne sur les marchés mondiaux de l'énergie. Selon le rapport *Les conséquences mondiales de la guerre en Ukraine sur les systèmes alimentaires, énergétiques et financiers : la crise énergétique – Note de synthèse N° 3*, publié en août par le Groupe d'intervention mondiale face aux crises alimentaire, énergétique et financière, la forte volatilité des prix observée depuis la pandémie, notamment cette année, laisse penser que les prix vont rester à des niveaux élevés et pourraient de nouveau augmenter, ce qui entraînerait des tensions socioéconomiques dans le monde entier. Cet incident pourrait aggraver la forte volatilité des prix sur les marchés de l'énergie en Europe et dans le monde.

Deuxièmement, les éventuelles conséquences de ces fuites sur l'environnement sont une source de vives préoccupations. La fuite de centaines de millions de mètres cubes de gaz dans l'atmosphère peut provoquer l'émission de centaines de milliers de tonnes de méthane. Le potentiel de réchauffement de la planète du méthane est 80 fois plus élevé que celui du dioxyde de carbone sur une période de 20 ans, et environ 30 fois plus élevé sur une période de 100 ans. Il n'est pas encore possible d'évaluer la quantité de méthane qui a été effectivement libérée dans l'atmosphère, compte tenu des multiples incertitudes qui subsistent.

Troisièmement, cet incident met aussi en évidence la vulnérabilité des infrastructures énergétiques critiques. Il souligne l'importance d'accélérer la transition énergétique afin de créer un système énergétique propre, résilient et durable tout en garantissant un accès universel à une énergie abordable, fiable et durable pour tous. Comme l'a indiqué le Secrétaire général au moment de la parution de la troisième note de synthèse du Groupe d'intervention mondiale, tous les pays sont concernés par cette crise énergétique.

Toute attaque contre les infrastructures civiles critiques, y compris les infrastructures énergétiques, est inacceptable. Il ne faut pas laisser cet incident attiser les tensions ou accentuer les divisions dans un contexte régional déjà tendu.

Le Président : Je remercie M. Hanif de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Kupriyanov.

M. Kupriyanov (*parle en russe*) : Le 26 septembre, en l'espace d'une journée, il y a eu des fuites sur trois branches du réseau de gazoducs Nord Stream, en mer Baltique, plus précisément sur les deux branches de Nord Stream 1 et sur l'une des deux branches de Nord Stream 2. Les gazoducs Nord Stream sont des gazoducs offshore d'une longueur d'environ 1 200 kilomètres, construits pour assurer directement à l'Europe un approvisionnement fiable en gaz russe. Les gazoducs ont une capacité annuelle totale prévue de 110 milliards de mètres cubes de gaz, soit un quart de la consommation de gaz de l'Union européenne. Cela représente l'alimentation en énergie de 52 millions de foyers européens. Nord Stream 1 a fourni près d'un demi-billion de mètres cubes de gaz aux consommateurs européens depuis 2011.

Je vais maintenant donner plus de détails sur ce qui s'est produit le 26 septembre. À environ 6 heures, heure d'Europe centrale, le centre de contrôle à terre du gazoduc a enregistré une chute de pression dans la conduite A du pipeline Nord Stream 2. Plus tôt, autour de 2 heures, heure d'Europe centrale, la chute de pression avait commencé à être enregistrée par le système Gascade. La pression a chuté rapidement, de 103 bars à 7 bars, dans la section allemande.

Le site de la rupture se trouve dans la zone économique danoise, à 25 kilomètres au sud-ouest de l'île de Bornholm. Le long du gazoduc, il se situe à 153 kilomètres de la côte allemande et à 1 081 kilomètres de la côte russe.

Plus tard ce jour-là, deux nouvelles ruptures ont eu lieu, cette fois sur le pipeline Nord Stream 1. À 7 h 12, heure d'Europe centrale, le centre de contrôle de Nord Stream 1 a enregistré une chute de pression simultanée dans les deux conduites du gazoduc. La pression, qui était de 165 bars avant l'incident, est tombée à 8 bars.

Le site de l'une des ruptures dans Nord Stream 1 se trouve dans la zone économique exclusive danoise, à 54 kilomètres au nord-est de l'île de Bornholm. Le long du gazoduc, il se situe à 218 kilomètres de la côte allemande et à 1 005 kilomètres de la côte russe. Le site de l'autre rupture se trouve dans la zone économique exclusive suédoise, à 59 kilomètres au nord-est de Bornholm, et à 224 kilomètres de la côte allemande et 999 kilomètres de la côte russe le long du pipeline. Les deux ruptures sont donc séparées de plusieurs kilomètres.

On estime qu'il y avait à peu près 800 millions de mètres-cubes de gaz dans les trois conduites au moment des ruptures. Concrètement, cela représente l'équivalent de la consommation du Danemark pendant trois mois.

Les données sur la soudaine chute de pression et les fuites de gaz nous permettent de dire sans trop craindre de nous tromper que la dépressurisation des pipelines a été causée par des dommages physiques.

Nord Stream 1 et Nord Stream 2 sont des gazoducs offshore modernes, sophistiqués et extrêmement fiables. Des années d'exploitation sûre ont prouvé que les solutions techniques employées sont sans faille. Pour construire les gazoducs, on a utilisé plusieurs centimètres de tuyaux d'acier ultrasolides dans une chape spéciale en béton renforcé. Au moment de l'incident, il n'y avait pas de gaz en circulation dans les conduites, pour diverses raisons, mais les pipelines étaient pleinement opérationnels.

Nous avons maintenant commencé à chercher des solutions pour rendre le système Nord Stream opérationnel à nouveau. À ce stade, il n'est pas possible d'estimer le temps qu'il faudra pour rétablir le système. Nous pouvons dire avec certitude que la tâche sera techniquement très complexe. La première étape consiste à inspecter physiquement les sites des ruptures.

De manière générale, des ruptures simultanées dans trois conduites de pipelines offshore le même jour constituent vraiment une situation sans précédent. L'Europe se retrouve en fait privée indéfiniment d'un itinéraire clef pour l'acheminement d'une ressource énergétique cruciale.

La Russie et Gazprom ont investi beaucoup d'efforts et d'argent dans la construction et le lancement de ces pipelines car ils sont l'itinéraire le plus court et le plus sûr, du moins le pensions-nous, pour faire parvenir le gaz russe aux consommateurs européens. Les gazoducs sont actuellement rompus.

Le Président : Je remercie M. Kupriyanov pour son exposé.

Je donne à présent la parole à M. Eyl-Mazzega.

M. Eyl-Mazzega : Je suis chercheur à l'Institut français des relations internationales, et j'ai travaillé pendant plusieurs années sur les questions gazières russo-ukrainiennes.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

Je ne peux qu'être d'accord avec M. Kupriyanov pour dire que les couloirs Nord Stream 1 et Nord Stream 2 ont été conçus et disposés au fond de la mer au moyen d'une technologie de pointe extraordinaire en vue de réduire le risque de tout dégât important dû à des tempêtes, des bombes de la Seconde Guerre mondiale non explosées, des ancrs de bateau, des chaluts de pêche ou des navires qui font naufrage. Ce sont de formidables gazoducs. Pour autant que je sache, on peut donc écarter la thèse d'un accident. Toutefois, je ne suis pas en position de dire ce qui s'est produit exactement. Dans mes observations, je vais plutôt essayer de contextualiser ces événements sans précédent, pour reprendre la formule de M. Kupriyanov.

Pour résumer, les explosions sont un nouvel épisode de la confrontation géopolitique de longue date entre les États-Unis et la Russie, d'une part, et l'Europe et la Russie, d'autre part, où l'énergie et les pipelines occupent une place centrale et sont devenus des armes.

Qu'il me soit permis de revenir un an en arrière, en juin 2021, quand la première intervention sans précédent de Gazprom sur le marché du gaz européen a eu lieu. Gazprom, de façon inhabituelle, a commencé à réduire ses exportations de gaz vers les marchés européens, tout en respectant néanmoins ses obligations contractuelles. Cela a fait monter les prix du gaz et entraîné une lente augmentation des importations de gaz naturel liquéfié (GNL) pour compenser. Nord Stream est devenu pleinement opérationnel entretemps. Cela s'est produit au plus fort des tensions entre les États-Unis et la Russie autour de Nord Stream 2, dont la construction s'achevait mais était ralentie par les sanctions des États-Unis. Finalement, la construction du pipeline a été achevée après une réunion tenue à Genève entre le Président Biden et le Président Poutine et, à l'automne 2021, l'ouverture du pipeline attendait l'achèvement d'une procédure de certification pour garantir la conformité de l'ouvrage avec le droit de l'Union européenne.

Le dernier point, qui est important, a trait au fait que la réduction des livraisons de Gazprom l'an dernier a eu lieu alors que l'Union européenne publiait son plan de décarbonisation accélérée pour 2020 et que débutait le renforcement militaire russe autour de l'Ukraine. L'agression de la Russie contre l'Ukraine en février de cette année a donc aggravé les tensions au sujet de l'approvisionnement en gaz. Fin février, l'Allemagne a arrêté pour une durée indéfinie la procédure de certification pour Nord Stream 2. Peu après, Gazprom a réduit l'approvisionnement en gaz de l'Europe par la Pologne et

l'Ukraine et, dans les mois qui ont suivi, usant de divers prétextes et invoquant des raisons variées, l'entreprise a progressivement commencé à fermer totalement le robinet pour la plupart de ses clients, mais cette fois au mépris des contrats à long terme. Cet été, chose jamais vue, Gazprom a encore réduit les volumes exportés par l'intermédiaire de Nord Stream, incriminant les sanctions occidentales sur le matériel.

Au moment où nous parlons, cette remarquable infrastructure est fermée depuis des jours et des semaines. L'Europe et beaucoup d'importants pays du monde entier sont gravement touchés par le comportement de Gazprom sur le marché. D'une part, en Europe, nous avons des prix qui montent en flèche, ce qui inflige aux consommateurs, aux services publics et aux finances publiques un fardeau et des difficultés indicibles, alors que Gazprom réalise d'énormes profits. Et dans le reste du monde, bon nombre de gros importateurs sont privés de l'accès aux cargaisons de GNL, parce qu'ils n'ont tout simplement pas les moyens de les payer. Les conséquences sont claires : de nombreux pays et entreprises se tournent vers des combustibles polluants tels que le pétrole lourd ou le charbon, car le GNL est devenu trop coûteux, ce qui provoque bien évidemment des dommages environnementaux importants et durables.

Alors, quelle était la situation juste avant les explosions sur les gazoducs ? À mon grand regret, Gazprom avait mis un terme, dans un geste impensable et sans précédent, aux relations contractuelles avec la plupart de ses clients européens, les laissant en pleine déconfiture, de sorte que les flux transitant via ces gazoducs avaient cessé depuis plusieurs semaines déjà. Dans ce contexte, la pertinence et l'importance des corridors Nord Stream pour la Russie avaient évidemment diminué. Sur le plan financier, cet investissement colossal est de facto un investissement à fonds perdus. Comme je l'ai dit, Gazprom avait arrêté d'acheminer du gaz via le gazoduc Nord Stream, et quelle que soit la pertinence de ses explications, la compagnie a et avait la capacité de rediriger le gaz transporté par Nord Stream via le Bélarus ou l'Ukraine, mais ne l'a pas fait.

Les experts s'accordent à dire que le gazoduc Nord Stream 2 ne sera probablement jamais mis en service après l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Par conséquent, l'Union européenne s'emploie depuis ces derniers mois à réduire progressivement et aussi rapidement que possible ses importations de gaz russe, lorsque ses obligations contractuelles le lui permettent, et en retour, la Russie s'est engagée à réorienter rapidement

son infrastructure gazière vers l'Asie, en particulier vers la Chine et l'Inde.

Quelle est donc la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, après les explosions sur les gazoducs ? Je ne peux pas ne pas mentionner la fuite importante et massive de méthane, qu'un rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a qualifiée de dangereuse. J'ajouterai au passage qu'il est regrettable que la Russie n'ait pas adhéré au Pacte mondial sur le méthane, d'autant que les images satellites de la Russie suggèrent que Gazprom a intensifié ses opérations de torchage de gaz ces derniers mois. Les prix du gaz au comptant sont à nouveau en hausse, et Gazprom peut encore exporter beaucoup plus de gaz via le Bélarus et l'Ukraine, si elle le veut vraiment. Les répercussions sur les exportations énergétiques des États-Unis vers l'Europe à court et à long terme devraient être limitées. Les approvisionnements des États-Unis vers l'Europe resteront stables, à moins que la météo ne s'en mêle. Et, dans l'ensemble, il existe une limite manifeste à toute augmentation future des fournitures d'énergie des États-Unis à l'Europe, ce qui explique pourquoi l'Europe cherche d'autres options pour remplacer une partie du gaz russe.

Pour terminer, ces explosions créent un précédent extraordinaire dans lequel les infrastructures énergétiques sont clairement la cible d'opérations de sabotage complexes. Nous l'avons déjà observé en Ukraine. À mon avis, cela doit être une préoccupation tant pour les Européens, que pour le reste du monde, car tout ce qui se passe en Europe a des conséquences à l'échelle planétaire.

Le Président : Je remercie M. Eyl-Mazzega de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions les représentants du Secrétaire de l'ONU et de Gazprom de leurs exposés. Nous remercions également M. Eyl-Mazzega. Je ne ferai pas de commentaires sur son exposé intéressant, mais, à mon avis, pas toujours objectif concernant l'évolution de la situation sur le marché du gaz. Un représentant de Gazprom est présent dans la salle avec nous, et je pense qu'il pourrait nous éclairer lui-même s'il le souhaite.

La Russie a demandé la tenue de la présente séance concernant les actes de sabotage sur trois tronçons du système de gazoducs offshore Nord Stream commis

le 27 septembre dans la zone économique exclusive du Danemark et de la Suède, près de l'île danoise de Bornholm. Le Bureau du Procureur général de la Fédération de Russie a déjà entamé une procédure pénale en vertu de l'article sur les actes de terrorisme international. Une enquête préliminaire a été ouverte.

Pour l'instant, examinons simplement les faits. Premièrement, quelques semaines avant le début de l'opération militaire spéciale, le Président des États-Unis Joe Biden a déclaré :

« Si la Russie envahit ce pays, je veux dire si des chars ou des troupes franchissent à nouveau la frontière de l'Ukraine, alors il n'y aura plus de Nord Stream 2. Nous y mettrons un terme ».

À la question d'un journaliste qui a demandé comment cela serait possible, si Nord Stream 2 est contrôlé par l'Allemagne et non par les États-Unis, le Président Biden a répondu : « Je vous promets que nous serons en mesure de le faire ». Ce message a ensuite été repris en boucle par bon nombre de responsables américains.

Deuxièmement, en juin 2022, l'île danoise de Bornholm, à proximité de laquelle l'incident du Nord Stream devait avoir lieu trois mois plus tard, était le théâtre d'exercices à grande échelle de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en mer Baltique. Selon la publication américaine *Seapower*, un des principaux objectifs de l'alliance avec ces exercices était de tester des drones sous-marins pour lesquels les eaux au large de l'île étaient les mieux adaptées. Après la conclusion des exercices, le navire de débarquement américain *USS Kearsarge* n'a pas quitté la mer Baltique et est resté près de l'île danoise jusqu'au 20 septembre. Mais le plus intéressant est que, depuis la fin du mois d'août, l'unité d'hélicoptères du navire a commencé à patrouiller de manière systématique la zone de l'île de Bornholm, et la trajectoire de vol de ces hélicoptères coïncide curieusement avec le tracé des gazoducs.

Je tiens à souligner qu'il s'agit de données publiques sur la géolocalisation des transports maritimes et aériens, qui sont collectées sur la base des données des transpondeurs. En d'autres termes, les États-Unis n'ont pas caché leur présence dans la zone et ont ouvertement et délibérément effectué leurs manœuvres.

Troisièmement, immédiatement après les incidents, l'ancien Ministre polonais de la défense et des affaires étrangères, Radek Sikorski, a publié sur Twitter une photo de la fuite et publiquement remercié les

États-Unis pour ce sabotage. Il a écrit : « Merci, les États-Unis ». Je montre à présent au Conseil une photo de ce tweet.

Mais ce membre du Parlement européen ne s'est pas arrêté là, laissant sous son tweet le commentaire suivant :

«... la capacité des gazoducs ne manque pas pour acheminer le gaz de la Russie vers l'Europe occidentale, y compris l'Allemagne. La seule raison d'être du Nord Stream était de permettre à Poutine de faire du chantage ou de faire la guerre à l'Europe de l'Est en toute impunité... ».

Hier, se rendant apparemment compte qu'il en avait trop dit, il a supprimé son tweet. Nous ne pouvons pas non plus manquer de signaler que l'épouse de M. Sikorski, Anne Applebaum, est une personne qui a accès aux cercles du pouvoir à Washington et à un large éventail d'informations.

Quatrièmement, quasiment au moment même où le sabotage du Nord Stream a eu lieu, la ville polonaise de Goleniów a célébré l'ouverture officielle du gazoduc de la Baltique en provenance de la Norvège. La Pologne a longtemps présenté ce gazoduc comme une porte de secours par rapport au Nord Stream, même si la capacité du gazoduc de la Baltique est, soit dit en passant, bien inférieure à celle du Nord Stream.

Cinquièmement, la déclaration de l'OTAN relative à l'incident met en garde contre le danger de frappes ciblant les infrastructures de l'OTAN. C'est comme si l'OTAN craignait que quelqu'un se venge d'elle. Comme le dit le dicton, quiconque a mauvaise conscience se trahit.

Comme dans toute enquête, il importe avant tout d'établir à qui profite la situation actuelle ou, comme le disent les enquêteurs, qui avait le mobile et l'occasion de commettre le crime. Examinons de plus près la présente situation. La destruction du Nord Stream profite-t-elle aux États européens ? Pas vraiment. Dans ce cas, ils deviennent dépendants d'un fournisseur plus cher et extrêmement peu fiable ; je veux parler du pays hôte du siège de l'ONU. Si nous mettons de côté les politiciens polonais, tchèques et des pays baltes qui sont désormais rongés par la russophobie, alors, malgré l'hystérie antirusse hors norme qui prévaut au sein de l'Union européenne, les experts ne peuvent que reconnaître le danger d'un tel scénario et ses conséquences pour l'économie européenne. De graves dommages environnementaux ont été causés aux eaux de la mer

Baltique et la navigation maritime est menacée. Nos collègues danois et suédois ont confirmé tout cela dans leurs lettres adressées au Conseil de sécurité.

L'importance objective de Nord Stream 1 et 2 et leur contribution à la sécurité énergétique de l'Europe ont été soulignées à maintes reprises par de hauts responsables de l'Union européenne et de ses États membres. Pour la Commission européenne, Nord Stream a toujours eu le statut de projet d'intérêt commun au sein de l'Union européenne et a toujours bénéficié d'un plein appui politique. Ces gazoducs ont largement contribué à la diversification des voies d'approvisionnement en gaz naturel, tout comme les gazoducs Yamal-Europe et TurkStream. Leur mise en service a permis à l'Europe de réduire progressivement sa dépendance au gaz qui transite par l'Ukraine, dont les autorités se sont distinguées par leurs pratiques commerciales peu scrupuleuses – ou le vol, en termes simples.

Les dirigeants allemands disent depuis des années que la demande de gaz en Allemagne et en Europe va continuer d'augmenter. En 2021, les autorités autrichiennes ont affirmé que Nord Stream contribuait à la sécurité énergétique de l'Europe et salué les mesures visant à améliorer la fiabilité de l'approvisionnement énergétique du continent. Les conséquences de la crise énergétique ont donné raison à ceux qui avaient compris l'importance du Nord Stream pour garantir un approvisionnement énergétique stable et prévisible. Les interruptions de l'approvisionnement en gaz causées par les sanctions européennes et américaines en 2022 ont déjà des conséquences négatives sur l'industrie, la rentabilité et la compétitivité européennes et provoquent l'émigration d'une main-d'œuvre qualifiée et la délocalisation des sites de production hors d'Europe, notamment aux États-Unis. La pauvreté énergétique n'est pas simplement de retour, elle est devenue une préoccupation majeure non seulement pour le monde en développement, mais également pour les pays développés. La reprise de l'approvisionnement, en particulier dans le cadre de contrats à long terme, comme l'a proposé et le propose la Russie, permettrait de stabiliser la situation dans l'industrie manufacturière et d'éviter un effondrement énergétique.

La question suivante est de savoir si la destruction de Nord Stream profite à la Russie. Si on parle en termes de bon sens et non sur la base de fantasmes morbides selon lesquels la Russie est prête à tout pour intimider l'Europe, bien sûr que non. Cela n'a aucun sens pour nous de détruire de nos propres mains un

projet dans lequel nous avons tant investi et qui pourrait nous rapporter énormément sur le plan économique. Après tout, l'Occident lui-même ne cesse de dire que nous profitons des exportations énergétiques et de la hausse des prix de l'énergie.

Enfin, la question principale est de savoir si les incidents concernant Nord Stream profitent aux États-Unis. Incontestablement. Les fournisseurs américains de gaz naturel liquéfié (GNL) doivent se réjouir de l'augmentation considérable des approvisionnements en GNL à destination de l'Europe. D'un point de vue politique, le dernier lien qui garantissait l'indépendance énergétique de l'Union européenne a été brisé. Suite à la crise énergétique, la production européenne a été rapidement transférée aux États-Unis, qui reçoivent du personnel hautement qualifié, des technologies de pointe et des ressources en matière de production, tout ce qu'une Europe unie avait accumulé et développé pendant des décennies. Les citoyens européens ont été abandonnés face à leurs problèmes. De l'autre côté de l'océan, on ne se préoccupe guère du fait que l'Europe s'apprête à passer un hiver long, froid et sombre. Sur la base de ces conclusions simples et logiques, je souhaite demander au représentant des États-Unis s'il peut confirmer dès à présent, ici dans cette salle, que son pays n'a rien à voir avec cet acte de sabotage.

Notre travail ne consiste évidemment pas à identifier et à désigner les responsables aujourd'hui. Le Conseil de sécurité n'est pas un organe judiciaire et ne doit pas assumer de telles tâches. La Russie est donc favorable à ce qu'une enquête approfondie soit menée pour faire la lumière sur les véritables circonstances de cet incident. Nous souhaiterions entendre les opinions et les vues officielles de nos collègues européens aujourd'hui. Nous espérons qu'ils s'abstiendront de faire des tirades russophobes insensées, similaires à celles qu'ils ont utilisées à propos des frappes ukrainiennes contre la centrale nucléaire de Zaporijie. Devons-nous nous attendre à ce qu'ils déclarent qu'après le bombardement masochiste de la centrale nucléaire de Zaporijie, où nos propres forces sont déployées, nous avons commencé à faire exploser nos propres gazoducs ?

Il nous semble évident qu'un sabotage de cette complexité et de cette ampleur dépasse les capacités de simples terroristes. Nous considérons que cette attaque contre les gazoducs Nord Stream est un acte de sabotage prémédité contre une infrastructure énergétique cruciale de la Fédération de Russie, une attaque qui aurait difficilement pu avoir lieu sans l'implication d'entités étatiques

ou d'entités contrôlées par un État. Nous identifierons inmanquablement toutes les personnes impliquées dans ce sabotage. Les responsables ne peuvent pas prétendre qu'ils ne sont pas parties au conflit armé ou qu'ils sont neutres, un statut que les pays occidentaux ont de toute façon déjà violé. Je tiens également à souligner que toute enquête internationale sur cet incident ne peut prétendre être objective que si la Russie y participe. Nous estimons par ailleurs qu'il est essentiel que les pays dans les eaux territoriales desquels cet incident s'est produit participent à cette enquête, de même que des représentants de l'Allemagne, qui était la première destination du gaz acheminé par les gazoducs Nord Stream.

Si la version de l'implication d'un État quelconque dans ces actes de terrorisme est confirmée, cela constituerait une escalade délibérée du conflit. J'espère que tous les représentants présents dans cette salle sont conscients de la voie dangereuse dans laquelle les auteurs de cet acte de sabotage nous ont conduits.

M^{me} Juul (Norvège) (*parle en anglais*) : Nous remercions les intervenants de leurs mises à jour.

Les dommages causés aux gazoducs Nord Stream 1 et 2 dans les eaux internationales situées à l'intérieur des zones économiques de la Suède et du Danemark sont profondément inquiétants et sont à l'origine d'une très grave situation en termes de conséquences climatiques et environnementales et de risques pour la navigation. Nous sommes en contact étroit avec nos voisins nordiques, et nous remercions le Danemark et la Suède des lettres conjointes qu'ils ont adressées au Conseil de sécurité.

Toutes les informations actuellement disponibles indiquent que les dommages causés aux gazoducs Nord Stream 1 et 2 résultent d'un acte délibéré et irresponsable de sabotage. Nous devons faire la lumière sur ce qui est arrivé et pourquoi, même si cela prend du temps. La Norvège appuie pleinement les enquêtes lancées par les autorités danoises, suédoises et allemandes afin de faire toute la lumière sur cet incident. Il s'est produit dans le contexte d'une guerre et d'une crise énergétique en Europe et au-delà. Il est clair que les responsables voulaient créer un climat de peur et d'insécurité sur le continent européen. En tant que fournisseur important de gaz, la Norvège est consciente de la responsabilité particulière qui lui incombe de préserver la sécurité du plateau continental norvégien. Nous poursuivrons notre dialogue avec nos alliés et nos partenaires sur cette question.

M. de la Fuente Ramírez (Mexique) (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Hanif et M. Eyl-Mazzega de leurs exposés et des informations qu'ils nous ont communiquées.

Le Mexique a suivi avec préoccupation les incidents survenus récemment en mer Baltique, qui ont causé des fuites aux gazoducs Nord Stream 1 et 2. Nous déplorons les conséquences de ces incidents sur l'environnement et la navigation internationale. Malheureusement, ils constituent également un nouveau facteur grave de déstabilisation des marchés de l'énergie, qui ont déjà été gravement touchés par la guerre en Ukraine. Ce qui complique encore la situation est que, d'après les informations disponibles, il semble peu probable que ce soit un accident ; tout porte à croire qu'il s'agit d'un sabotage. Ceci est particulièrement inquiétant compte tenu du contexte actuel. D'une part, comme nous l'avons entendu, il ne sera pas facile de réparer les dégâts, et les dommages causés auront de graves conséquences socioéconomiques. Il faut donc mener rapidement une enquête rigoureuse et impartiale afin de déterminer les circonstances dans lesquelles ces infrastructures civiles ont été endommagées et d'identifier les responsables.

Pour terminer, je répète que ce regrettable incident nous oblige à repenser véritablement la manière dont nous allons orienter les efforts du Conseil afin de réduire les tensions et de commencer à chercher, de manière plus décisive, une solution par le dialogue et la diplomatie, afin que le conflit cesse de s'aggraver, comme il le fait semaine après semaine sous le regard passif du Conseil.

M. Gallagher (Irlande) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier le Sous-Secrétaire général Hanif et les autres intervenants de leurs exposés.

L'Irlande est vivement préoccupée par les fuites de gaz soudaines et importantes détectées dans les gazoducs Nord Stream 1 et 2 en début de semaine. La priorité immédiate doit être de garantir la sécurité maritime et d'éviter le risque d'une catastrophe climatique et écologique. Le risque d'une fuite massive aux conséquences néfastes est très inquiétant.

Toutes les analyses effectuées à ce jour indiquent que les fuites sont le résultat d'actes délibérés de sabotage. D'après les informations dont nous disposons, au moins deux explosions se seraient produites sous l'eau, endommageant les gazoducs et provoquant d'importantes fuites de gaz naturel dans la mer Baltique. La magnitude des explosions a été mesurée à 2,3 et 2,1 sur l'échelle

de Richter, ce qui correspond à une charge explosive de l'ordre de plusieurs centaines de kilogrammes.

On ne saurait trop insister sur l'irresponsabilité de ces actes qui doivent être une source de vive préoccupation pour nous tous. Que de tels actes puissent se produire maintenant, en pleine crise énergétique mondiale et alors que l'hiver approche à grands pas, n'en est que plus révoltant.

La Suède, le Danemark et l'Allemagne peuvent compter sur notre plein appui pour gérer les conséquences de cet acte indéfendable, et nous sommes prêts à fournir toute l'aide nécessaire. Nous appuyons aussi fermement les enquêtes en cours dans les États Membres les plus touchés afin de faire toute la lumière sur ces fuites.

Soyons clairs : toute perturbation délibérée des infrastructures énergétiques européennes est totalement inacceptable. L'Irlande, avec ses partenaires de l'Union européenne, veillera à ce qu'une réponse ferme et unie soit apportée à cette question.

M. Biang (Gabon) : Je remercie le Sous-Secrétaire général Hanif pour son exposé. Nous avons écouté avec attention les exposés de M. Kupriyanov et de M. Eyl-Mazzega.

Les informations que nous venons de recevoir faisant état de fuites importantes sur les gazoducs Nord Stream 1 et 2 nous préoccupent au plus haut point et suscitent des inquiétudes quant à la possibilité d'une catastrophe au large de la mer Baltique. L'échelle du risque et l'ampleur des enjeux économiques et environnementaux appellent une réponse urgente et bien circonscrite afin d'évaluer le niveau de la menace et se prémunir contre les éventuelles conséquences négatives du méthane dans l'atmosphère.

Nous notons avec appréhension les mesures prises, notamment concernant l'interdiction des survols et le congestionnement de la navigation dans la zone concernée. Nous espérons qu'il s'agit de mesures de précaution qui tiennent compte de la sécurité et de l'indispensable approvisionnement énergétique en début de saison hivernale. Nous espérons surtout que les dommages sur les gazoducs ne sont pas à la remorque des hostilités entre les parties belligérantes.

C'est le lieu pour nous de rappeler non seulement que nous sommes opposés à la guerre, mais également que la guerre n'est pas un état de non-droit. Elle a des règles strictes qui protègent les populations civiles et les

infrastructures civiles. En réitérant notre appel à une cessation immédiate des hostilités entre les belligérants, nous soulignons l'urgence d'une action pour restaurer les gazoducs endommagés et circonscrire les dégâts causés. Nous appelons également à une enquête indépendante afin de faire toute la lumière sur ces fuites et d'établir les responsabilités.

M. Kariuki (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier les intervenants d'avoir présenté les informations dont nous disposons à ce jour sur cette affaire, qui sont encore très limitées.

Mais cet après-midi dans cette salle, la Russie a une fois encore formulé des allégations et des théories du complot absurdes. L'organisation de cette séance, à la demande de la Russie, est une tentative cynique de détourner l'attention de l'annexion illégale de territoires ukrainiens par Poutine aujourd'hui.

Les dommages subis par les gazoducs Nord Stream 1 et 2 en mer Baltique sont très préoccupants. Ces fuites entraînent non seulement des risques pour la navigation, mais aussi des dommages environnementaux importants en mer Baltique. Elles libèrent d'énormes quantités de méthane dans l'atmosphère terrestre.

Nous sommes d'accord avec l'évaluation selon laquelle toutes les informations actuellement disponibles indiquent que ces dommages sont le résultat d'un sabotage. Nous appuyons fermement les enquêtes menées par les autorités danoises, suédoises et allemandes. Endommager délibérément des infrastructures civiles est un acte dangereux et irresponsable, où qu'il se produise. Nous devons établir des normes internationales claires stipulant que ces dommages sont tout à fait inacceptables.

Pour ce qui est de l'OTAN, comme indiqué dans la déclaration faite hier à l'issue de la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord, les alliés restent déterminés à se prémunir et à se défendre contre toute tactique hybride employée par des acteurs étatiques et non étatiques, y compris les approches coercitives en matière d'énergie, et à dissuader ces acteurs de recourir à telles tactiques. Nous le disons sans ambages, toute attaque délibérée contre les infrastructures critiques des alliés fera l'objet d'une réponse unie et déterminée.

Le Royaume-Uni continuera de travailler aux côtés de ses partenaires pour protéger la sécurité énergétique de l'Europe.

M. Mills (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie le Sous-Secrétaire général Hanif et les autres intervenants de ce jour.

Mon intervention sera un peu plus longue que prévu étant donné que, une fois de plus, nos collègues russes ont décidé d'instrumentaliser une séance du Conseil de sécurité pour diffuser des théories du complot, de la désinformation et, pour citer mon collègue, des « fantasmes morbides ».

Je voudrais commencer en déclarant clairement et sans équivoque que nous sommes vivement préoccupés par ce qui semble être un sabotage sur les gazoducs Nord Stream 1 et 2.

Comme le représentant du Royaume-Uni vient de le dire, les actes délibérés visant à endommager des infrastructures critiques ne peuvent être tolérés. Des efforts pour établir les faits sont en cours et les États-Unis appuient fermement les mesures prises en Europe pour mener cette importante enquête. Elle pourrait prendre du temps, mais la recherche de la vérité ne saurait se faire dans la précipitation. Il est important que nous établissions d'abord les faits.

Je sais que nos collègues russes ont eu une mauvaise journée. Ils ont dû regarder cet étrange rassemblement fasciste, évoquant à la fois Nuremberg et les spectacles de Las Vegas dans les années 70, qui s'est déroulé à Moscou ce matin pour célébrer l'annexion illégale de territoires ukrainiens. Ensuite, dans l'après-midi, ils ont essuyé le vote du Conseil, qui a envoyé un message clair concernant l'annexion des territoires ukrainiens par la Russie. Mais je ne pense pas que cela justifie que la délégation russe évoque une nouvelle fois des théories du complot et diffuse une désinformation massive au sein du Conseil.

Mon collègue russe continue d'employer une rhétorique incendiaire pour accuser les États-Unis d'être impliqués dans cet acte de sabotage. Je voudrais répondre à sa question. Soyons clairs : les États-Unis nient catégoriquement toute implication dans cet incident, et nous rejetons toute affirmation contraire.

Je voudrais également évoquer l'approvisionnement en énergie, puisque cette question a été soulevée, ainsi que la relation entre les États-Unis et nos amis et partenaires européens dans le secteur de l'énergie. Il est manifeste depuis des années que la Russie n'est pas un fournisseur d'énergie fiable. Les États-Unis ont donc travaillé avec leurs partenaires européens et leurs alliés afin d'accroître leur résilience énergétique et de

leur fournir d'autres sources d'approvisionnement. Nous travaillons à court et à long terme pour remédier aux difficultés ayant trait à la sécurité énergétique et à la stabilité des marchés mondiaux de l'énergie, non seulement pour l'Europe mais pour le monde.

Je m'arrêterai ici car, pendant que nous nous employons à faire toute la lumière sur les incidents survenus, nous ne laisserons pas la machine de désinformation russe nous détourner de la question principale, à savoir la poursuite de l'agression contre l'Ukraine et la destruction d'infrastructures civiles sur le territoire souverain ukrainien. Il importe que nous profitons de la présente séance non pas pour encourager les théories du complot, mais pour nous focaliser sur la violation flagrante de la Charte des Nations Unies par la Russie et sur les crimes qu'elle commet en Ukraine.

En à peine six mois, l'Ukraine est devenue le théâtre de certaines des pires violences et destructions d'infrastructures à grande échelle que l'Europe ait connues depuis des décennies. Le fait que la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine a conclu la semaine dernière que la Russie avait commis des crimes de guerre en Ukraine, notamment en détruisant délibérément des infrastructures, nous préoccupe tous vivement. Le sabotage d'infrastructures critiques doit nous inquiéter tous. L'agression de la Russie contre l'Ukraine a donné lieu à de très nombreuses attaques russes qui ont endommagé des infrastructures civiles. Nous avons vu la Russie s'emparer en toute irresponsabilité de la plus grande centrale nucléaire d'Europe, risquant ainsi une catastrophe nucléaire en Europe. Nous avons vu d'innombrables attaques détruire les infrastructures électriques civiles.

La Russie s'en est prise aux infrastructures d'énergie et d'eau à Kharkiv, à Zmyiv et à Pavlograd les 11 et 12 septembre, provoquant des coupures d'eau et d'électricité massives. Le 14 septembre, certaines informations indiquant que la Russie avait frappé un barrage au réservoir de Karachunov ont fait craindre des inondations. Dans cette même salle, nous avons également entendu des experts de l'ONU relater de nombreux cas avérés de préjudices subis par les civils et les infrastructures civiles du fait de la guerre de la Russie contre l'Ukraine. Il s'agit notamment d'informations crédibles faisant état du bombardement d'établissements pédagogiques, de cliniques et d'hôpitaux, et du meurtre de travailleurs humanitaires et médicaux et de patients. Les preuves de l'ampleur de ces atrocités continuent de s'accumuler alors que la Russie fait la sourde oreille

aux appels internationaux à mettre immédiatement fin à cette guerre.

Malgré les efforts déployés pour détourner notre attention de la vérité et diffuser toujours plus de désinformation et de théories farfelues, comme nous en avons entendu aujourd'hui, les faits sur le terrain en Ukraine parlent d'eux-mêmes. Les attaques russes en Ukraine ont frappé des civils, réduit des villes en ruines et fait des milliers de morts et de blessés. Comme nous l'avons fait avec le vote de cet après-midi (voir S/PV.9143), nous devons continuer de nous élever contre les atrocités commises par la Russie, contre cette guerre et contre le mépris absolu du droit international que nous observons sur le terrain. Nous ne devons pas laisser la Russie continuer de se servir du Conseil de sécurité pour diffuser des mensonges et de la désinformation, comme elle le fait depuis le tout début de la guerre en Ukraine. Je suis certain qu'aucun d'entre nous n'a oublié que, dans les jours précédant le déclenchement de la guerre, la délégation russe déclarait sur Twitter qu'une invasion de l'Ukraine n'était pas dans ses intentions.

Nous devons continuer de mener l'enquête sur les atrocités commises par la Russie, d'en témoigner et d'exiger l'application du principe de responsabilité. Les États-Unis ne se laisseront pas distraire de leur quête de justice et de responsabilisation. Nous ne nous laisserons pas distraire de notre volonté de défendre la Charte contre des violations et transgressions aussi flagrantes.

M. Geng Shuang (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie les trois intervenants de leurs exposés.

La Chine est vivement préoccupée par les multiples fuites et puissantes explosions sous-marines survenues récemment sur les gazoducs Nord Stream 1 et 2. Ces gazoducs, principale voie d'acheminement énergétique vers l'Europe, assurent l'approvisionnement vital en gaz de 23 pays européens. La déstabilisation physique des gazoducs due aux fuites a exacerbé les pénuries d'approvisionnement énergétique en Europe. Cela va générer une volatilité sur les marchés de l'énergie et une flambée des prix énergétiques, dont les consommateurs du monde entier, en particulier dans les pays en développement, sont voués à souffrir. Les gazoducs fuient toujours, ce qui continue d'avoir une incidence sur les routes de navigation et l'écosystème de la mer Baltique. À l'heure où l'Europe et le monde sont confrontés à des défis croissants et semble-t-il insurmontables, cet incident est véritablement une terrible catastrophe dont nous aurions préféré nous passer.

Nous prenons acte du fait que, selon certains pays, les fuites actuelles ne résultent pas d'un accident, mais très probablement d'un acte délibéré de sabotage. Si c'est bien le cas, cela constituerait une attaque contre des installations civiles et gazoducs sous-marins transnationaux et une violation du droit international. Nous notons également que toutes les parties prenantes conviennent qu'une enquête objective, impartiale et professionnelle sur ces fuites est impérative. Comme viennent de le souligner les intervenants, ces fuites mettent en exergue la vulnérabilité des infrastructures transnationales. Nous sommes prêts à collaborer avec toutes les parties pour préserver la sécurité des infrastructures transfrontières.

M^{me} Nusseibeh (Émirats arabes unis) (*parle en anglais*) : Je voudrais avant tout remercier le Sous-Secrétaire général Navid Hanif de son exposé. Nous avons également écouté avec attention les autres intervenants à la présente séance et pris note de leurs éclairages.

Nous sommes nous aussi profondément préoccupés par les graves dégâts subis par les gazoducs Nord Stream 1 et 2. Bien que la cause exacte en reste inconnue, il semble que ces dommages résultent d'un acte délibéré de sabotage. À l'heure où les tensions géopolitiques et les troubles mondiaux s'intensifient, il importe d'éviter tout faux pas et toute nouvelle escalade. Au contraire, c'est précisément maintenant qu'il faut préserver le calme et établir la cause de ces dommages, en menant une enquête transparente et complète.

Tandis que le monde continue de souffrir des conséquences du conflit en cours en Ukraine, maintenir la sécurité maritime et énergétique dans le monde est fondamental pour assurer la stabilité et la prospérité de tous. Une volatilité persistante sur les marchés de l'énergie exercera une pression supplémentaire sur les communautés du monde entier, en particulier dans les pays en développement. En outre, l'incident a entraîné une grave catastrophe environnementale qui aura des répercussions de long terme non seulement pour la région de la mer Baltique, mais pour le monde entier. Certes, le coût environnemental n'en est pas encore totalement déterminé, mais il est vraisemblable que nous soyons face à l'une des pires fuites de gaz à effet de serre jamais recensées.

Le monde est confronté à de graves problèmes environnementaux, économiques et énergétiques alors qu'il a déjà du mal à se relever de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Les dommages causés aux infrastructures énergétiques et les préjudices

environnementaux et économiques qui en découleront ne feront qu'aggraver ces problèmes. Nous soulignons qu'il est crucial d'éviter toute mesure susceptible de détériorer une situation régionale et mondiale déjà fragile. Tout doit être mis en œuvre pour veiller à ce que les faits soient dûment établis et qu'aucun autre incident ne se produise.

M^{me} Dautllari (Albanie) (*parle en anglais*) : Nous sommes nous aussi très préoccupés par les informations faisant état de fuites massives détectées le 27 septembre sur les gazoducs Nord Stream 1 et 2, dans les zones économiques exclusives du Danemark et de la Suède, en mer Baltique. Les panaches de gaz qui remontent à la surface causent des dégâts environnementaux et les répercussions sur la vie maritime en mer Baltique risquent d'être très conséquentes. Les informations dont nous disposons à ce jour indiquent que ces fuites sont le résultat d'un acte délibéré de sabotage. De tels actes sont inacceptables et font peser une grave menace sur la sécurité internationale. Nous appuyons les enquêtes en cours pour déterminer l'origine des dommages et leurs auteurs vraisemblables. Il sera très important de faire toute la lumière sur cette question. Comme le reste de la communauté internationale, nous sommes déterminés à décourager toute utilisation abusive de l'énergie et autre tactique hybride, par des acteurs étatiques ou non étatiques, et à nous en prémunir. Une attaque délibérée, quelle qu'elle soit, contre une infrastructure critique doit se voir opposer une réponse soudée.

En attendant les résultats de l'enquête, nous ne devons pas perdre de vue le contexte dans son ensemble. Tandis que l'agression militaire russe se poursuit et s'intensifie, des actes de sabotage irréflectifs et irresponsables visant des infrastructures énergétiques critiques pourraient être considérés comme une tentative d'intimider les pays directement concernés dans la région de la mer Baltique et dans l'Union européenne. Depuis le 24 février, nous avons été témoins d'attaques récurrentes contre des civils et des infrastructures civiles, qui ont notamment mis gravement en danger des centrales nucléaires. L'énergie est utilisée comme une arme pour s'arroger des gains géopolitiques. Il est donc impératif que nous unissions nos efforts pour promouvoir la sécurité énergétique et prévenir d'autres menaces et actions.

M^{me} Toroitich (Kenya) (*parle en anglais*) : Je m'associe aux autres orateurs et oratrices pour remercier M. Navid Hanif, Sous-Secrétaire général chargé du développement économique, ainsi que les deux autres intervenants, de leurs déclarations de ce soir.

L'Europe et le monde ne peuvent se permettre une escalade ou une propagation de la guerre en Ukraine. De nombreux pays qui peinaient déjà à se reconstruire après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) sont les plus touchés par les conséquences de la guerre, notamment la flambée des prix des denrées alimentaires, de l'énergie et des intrants agricoles. C'est pourquoi le Kenya continue d'appeler à une cessation immédiate des hostilités pour permettre à la diplomatie de jouer un rôle dans la recherche d'une solution politique qui soit conforme à la Charte des Nations Unies et qui préserve l'intégrité territoriale de l'Ukraine tout en étant sensible aux préoccupations de toutes les parties en matière de sécurité.

M. Raguttahalli (Inde) (*parle en anglais*) : Je remercie le Sous-Secrétaire général chargé du développement économique et les deux autres intervenants de leurs déclarations.

Nous suivons de près l'évolution de la situation. Nous continuons d'exhorter les parties concernées à faire preuve de retenue et à s'abstenir de toute activité susceptible de perturber la paix et la stabilité. Il faut éviter de prendre pour cible des infrastructures et installations civiles. Les événements actuels risquent de compromettre la stabilité en Europe et au-delà et d'avoir des effets négatifs sur l'environnement. Depuis le début, les pays du Sud sont touchés de manière disproportionnée par les conséquences du conflit en Ukraine, notamment celles liées à la crise alimentaire, énergétique et des carburants. Si rien n'est fait, ces conséquences pourraient encore s'aggraver du fait de la situation actuelle, et nous souscrivons aux appels à l'ouverture d'une enquête indépendante et objective à cet égard.

L'Inde réaffirme avec force la nécessité d'une cessation immédiate de toutes les hostilités et d'un retour au dialogue et à la diplomatie. Nous n'avons de cesse de répéter que l'ordre mondial est ancré dans le droit international, la Charte des Nations Unies et le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté des États.

M. de Almeida Filho (Brésil) (*parle en anglais*) : Je remercie le Sous-Secrétaire général chargé du développement économique, M. Hanif, ainsi que M. Kupriyanov et M. Eyl-Mazzega de leurs exposés.

À n'en point douter, les faits qui se sont produits cette semaine sont une source de préoccupation pour nous tous, étant donné qu'ils risquent de compromettre davantage la sécurité énergétique de l'Europe

et d'avoir des répercussions sur l'économie mondiale. Nous devons également être conscients des lourdes répercussions environnementales qu'une telle catastrophe entraîne pour la vie maritime locale, ainsi que de la menace que les quantités de gaz à effet de serre qui se sont échappées font peser sur les efforts déployés à l'échelle mondiale pour lutter contre les changements climatiques.

Il est absolument primordial de veiller à ce que les réactions soient fondées sur des informations fiables. Nous demandons instamment que des informations supplémentaires sur l'état des gazoducs Nord Stream soient régulièrement communiquées aux membres du Conseil. Par ailleurs, nous pensons qu'avant de tirer la moindre conclusion, il convient d'enquêter sur les événements. Il est dans l'intérêt de tout un chacun que ces faits soient tirés au clair et qu'une solution soit rapidement trouvée afin d'éviter que la crise énergétique en Europe ne s'aggrave. Nous invitons les parties concernées à coopérer aux efforts d'enquête et à travailler ensemble pour faire en sorte que les réparations nécessaires soient effectuées dans les meilleurs délais.

M^{me} Oppong-Ntiri (Ghana) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier les intervenants d'avoir fait part au Conseil de sécurité de leurs analyses de la situation.

Le Ghana constate avec une vive préoccupation les dommages sans précédent causés aux gazoducs Nord Stream 1 et 2, qui ont entraîné des fuites de gaz naturel dans la région. Nous avons également pris note du fait que ces fuites ont nécessité la démarcation d'une zone d'exclusion maritime et causé des perturbations dans les détroits maritimes de la zone touchée. À l'instar de l'ensemble de la communauté internationale, nous sommes préoccupés par les dégâts immédiats infligés au milieu marin et au climat de la région, ainsi que par ceux qui pourraient être causés à long terme. Nous pensons que des enquêtes indépendantes doivent être menées de toute urgence pour déterminer les circonstances ayant conduit aux fuites dans les deux gazoducs et pour définir les mesures de réparation qui s'imposent, notamment en veillant à ce que les personnes ou les États dont la complicité aura été établie rendent des comptes.

La sûreté et la sécurité des infrastructures énergétiques de l'Europe, comme toutes les autres infrastructures critiques situées sur terre, dans les espaces maritimes ou dans le cyberspace, requièrent les efforts concertés de tous les États Membres et de l'ensemble de la communauté internationale afin de prévenir les interruptions prévisibles des services qui sont essentiels

à la survie des personnes qui en dépendent. En effet, dans la résolution 2341 (2017), le Conseil de sécurité reconnaît l'existence de liens de plus en plus forts entre les infrastructures critiques des pays, et encourage la coopération à tous les niveaux pour assurer leur sécurité et leur protection contre toute forme de dommage. Nous appelons cordialement toutes les parties prenantes à travailler en étroite collaboration pour régler tout problème compromettant la sécurité des gazoducs Nord Stream et d'autres infrastructures critiques de ce type. Nous exhortons toutes les parties concernées à faire preuve de retenue et les mettons en garde contre toute action unilatérale.

Le Président : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la France.

La France est très préoccupée par les deux explosions sous-marines qui ont frappé les gazoducs Nord Stream 1 et Nord Stream 2 le 27 septembre et entraîné quatre fuites de méthane au large de l'île danoise de Bornholm. Ces incidents sont sans précédent. La France exprime sa pleine solidarité avec le Danemark et avec la Suède, qui sont directement touchés par leurs conséquences sécuritaires et environnementales. La situation est très grave et la menace doit être prise au sérieux. Toutes les informations disponibles indiquent que ces fuites sont le résultat d'un acte délibéré, et probablement d'une action de sabotage. Deux événements sismiques ont été enregistrés avant que ne surviennent les fuites : les mesures indiquaient des explosions équivalentes à 500 kilos de TNT. Il ne s'agit donc pas d'une coïncidence. Ces explosions ont une origine humaine. Je remercie le Danemark et la Suède pour la lettre qu'ils ont adressée hier à la présidence du Conseil. Elle est très utile aux travaux de celui-ci.

La France dénonce cet acte irresponsable qui met en danger la navigation maritime et l'environnement. L'usage coercitif de l'énergie est inacceptable. Nous appelons à ce que toute la lumière soit faite sur l'origine de ces explosions et soutenons les enquêtes qui seront menées par les pays concernés. Toute tentative délibérée d'attaquer des infrastructures critiques est intolérable et doit être considérée comme un acte hostile. Aussi l'Union européenne répondra de manière ferme et unie à cette attaque sur ses infrastructures énergétiques, comme à toute tentative de porter atteinte à la sécurité de ses approvisionnements.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je remercie mon collègue des États-Unis d'avoir répondu de manière directe à ma question. J'ai demandé s'il pouvait confirmer ici et maintenant que son pays n'a rien à voir avec cet acte de sabotage. Ce que mon collègue des États-Unis vient de dire dans cette salle, c'est que les États-Unis nient toute implication dans ces explosions. Je le remercie de sa réponse.

Mais maintenant que j'ai entendu ce qu'il a dit, et ce qu'a également dit notre collègue britannique, je voudrais poser une autre question. Qu'entendent-ils exactement par « désinformation russe » et « théories du complot » ? Nous n'avons désigné aucun responsable avant la conduite d'une enquête. Nous n'avons fait que rappeler les faits. Le représentant des États-Unis ne peut tout de même pas nier ce que son président a déclaré publiquement. Nous n'avons fait que citer certains de ses propos.

L'exercice BALTOPS conduit en juin dernier par l'OTAN près de l'île de Bornholm est un fait. C'est un fait que l'ancien Ministre des affaires étrangères de la Pologne, M. Radosław Sikorski, a publié le tweet que j'ai montré aux membres du Conseil, dans lequel il remercie les États-Unis pour ce qui est arrivé au gazoduc. Le lancement du Baltic Pipe, qui relie la Norvège et la Pologne, est un fait. C'est un fait que l'OTAN a fait des déclarations sur le sabotage et le caractère inacceptable des frappes menées contre les infrastructures de ses membres. Ce sont de simples faits. Peut-on nier que la crise énergétique actuelle accroît objectivement la compétitivité des fournisseurs d'énergie des États-Unis ? Est-ce là encore une théorie du complot ? Non, c'est une réalité économique et, en toute objectivité, les États-Unis en retirent des avantages sur le plan économique.

Enfin, avant que notre collègue des États-Unis ne prenne la parole aujourd'hui, nous n'avons pas fait le rapprochement entre l'incident de Nord Stream et la situation en Ukraine. Nous constatons maintenant que nos collègues européens perçoivent cet acte de sabotage, quel qu'en soit l'auteur, comme une sorte de vengeance en réaction aux opérations de la Russie en Ukraine. Eh bien, je pense que cette déduction réduit la liste des suspects et peut s'avérer fort utile dans le cadre de l'enquête.

Le Président : Le représentant des États-Unis d'Amérique a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

M. Mills (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je serai bref. Une fois encore, je nie catégoriquement toute implication des États-Unis dans cet incident. Nous avons également entendu, de manière tout à fait catégorique, à la fois de ma part et de celle d'un des intervenants d'aujourd'hui, que la situation énergétique en Europe, quelle que soit la manière dont on veut la décrire, est plus affectée par le manque de fiabilité de la Russie en tant que fournisseur d'énergie que par quoi que ce soit ayant trait aux États-Unis.

Je tiens en outre à souligner que, comme l'a dit la délégation russe elle-même, les faits sont clairs. On ne peut pas dissimuler ce qui a été dit. Toutefois, comme je l'ai indiqué, au cours des sept derniers mois, c'est la Russie qui a détruit les infrastructures civiles et causé des souffrances et des pertes en vies humaines en Ukraine. S'il y a bien un pays qui a l'habitude de faire le genre de choses dont nous discutons ici aujourd'hui, ce ne sont pas les États-Unis.

Le Président : Il n'y a pas d'autre orateur ou oratrice inscrit sur la liste.

Avant de lever la séance, la dernière prévue pour le mois de septembre, je souhaite adresser les sincères remerciements de la délégation française aux membres du Conseil, ainsi qu'au Secrétariat, pour l'appui qu'ils ont fourni. Je pense au personnel chargé du service des séances, aux interprètes, aux traducteurs, aux rédacteurs des procès-verbaux et au personnel de sécurité.

Alors que notre présidence se termine, je souhaite bonne chance à la délégation du Gabon, qui prend la présidence pour le mois d'octobre.

La séance est levée.

Je suis désolé. Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en anglais*) : Avant de vous remercier, Monsieur le Président,

de la présidence française du Conseil de sécurité durant le mois de septembre, nous voudrions signaler qu'au cours de la séance, nous avons été informés qu'un des intervenants, le représentant de Gazprom, souhaitait formuler une brève observation à la fin de la séance, et je crois que cette demande a été transmise à la présidence française. Je prie la présidence de bien vouloir accéder à sa demande, si elle la juge acceptable.

Le Président : Je n'ai pas l'intention de redonner la parole aux intervenants. Mais si le propriétaire majoritaire de Gazprom souhaite le faire à sa place, il a la parole à nouveau.

M. Kupriyanov (*parle en russe*) : Je tiens à remercier brièvement M. Eyl-Mazzega de nous avoir présenté une vue d'ensemble du marché du gaz, bien que nous soyons en profond désaccord avec lui. Nord Stream 1 et 2 –

Le Président : Je n'ai pas donné la parole aux intervenants. M. Kupriyanov n'a pas la parole. La parole est au représentant de la Fédération de Russie.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en anglais*) : Je ne peux pas parler pour Gazprom. J'ai simplement fait part de la demande du représentant de Gazprom de prendre la parole.

Le Président : Je suis heureux que Gazprom passe par la Fédération de Russie pour demander la parole. Encore une fois, si le propriétaire de Gazprom veut s'exprimer, il a la parole. Sinon, la séance est levée.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en anglais*) : Je goûte votre ironie, Monsieur le Président, mais juste pour que les choses soient claires : le représentant de Gazprom, dont nous avons, de toute évidence, facilité la participation à la présente séance, a demandé à reprendre la parole par notre entremise parce qu'il pouvait communiquer avec nous et non parce que l'État russe est un actionnaire majoritaire de Gazprom.

Le Président : Le représentant de Gazprom a eu la parole ainsi que les autres intervenants. Je vous remercie.

La séance est levée à 17 h 25.